LYCÉE ERMESINDE MERSCH

| MÉMOIRE 3IÈME |

2025-2026

Guide pratique pour la vie d'adulte

Mariage, assurance, prêt : comment gérer l'entrée dans la vie d'adulte ?

Mémoire de fin d'études encadrée par
Anaïs SANCHIS DA SILVA

PRÉSENTÉS PAR
MANON SABIA ET JOHANNA HOFFMANN

Table des matières

Introduction du Mémoire 4
Assurances 5
Qu'est-ce qu'une assurance ? 5
Quelles compagnies d'assurances y a-t-il au Luxembourg ? 6
Le secteur des assurances 7
Obligatoire ou non ? 7
Les 3 catégories : 7
Première catégorie : Les assurances légalement obligatoires 8
Deuxième catégorie : Les assurances contractuellement obligatoires 9
Troisième catégorie : Les assurances optionnelles 10
Période de carence 12
Définition du délai de carence 12
Durée du délai de carence 12
Caractère non négociable 12
Importance pour l'assuré 13
Pourquoi le délai de carence existe-t-il ? 13
Scénario d'un cas illustratif 14
Contrat 15
Qu'est-ce qu'un contrat? 15
Les contrats courants 16
1. Selon le type de contrats 17
Les 7 types 17
2. Selon le contenu 17
Les 4 catégories 17
3. Selon la durée 18
Les 4 types 18
Les conditions nécessaires à la validité d'un contrat 19
1. Le consentement 19
2. La capacité 19
3. L'objet du contrat 19
4. La cause 20

5. Les effets du contrat 20
a) Entre les parties 20
b) Vis-à-vis des tiers 20
6. Le non-respect du contrat et ses conséquences 21
a) Les différentes formes d'inexécution 21
b) Types de préjudices 21
7. Les sanctions possibles 21
8. Les clauses abusives 22
Le droit applicable aux contrats 23
1. Principe général : liberté de choix 23
a) S'il n'y a pas de choix 23
b) Règles en Europe et dans le monde 24
c) Exceptions importantes 24
d) Exemple concret 24
Kredit 26
Was ist ein Kredit? 26
Wie funktioniert ein Kredit? 27
Unterschied zwischen Kredit und Miete 30
Was man vor der Unterschrift unter einen Kreditvertrag unbedingt wissen muss 33
Die capacité d'endettement: Wie viel Schulden sind überhaupt tragbar? 33
Warum der TAEG wichtiger ist als der normale Zinssatz 34
Was im Vertrag stehen muss 36
Widerruf und vorzeitige Rückzahlung 37
Garantien und Bürgschaften 37
Praktische Checkliste vor der Unterschrift 38
Zusammenleben nach der Schule 39
Wohngemeinschaft, Paarbeziehung und die Frage nach der richtigen Organisation 39
Warum so viele junge Menschen nach der Schule zusammenwohnen 39
Kostenaufteilung in der WG: fair ist nicht immer gleich 39
Die praktische Organisation: Der unsichtbare Grund für viele Konflikte 43
Zusammenleben in der WG: Was gilt rechtlich in Luxemburg? 44
Der Mietvertrag muss schriftlich sein 44
Colocation in Luxemburg: Es gibt ein eigenes rechtliches Modell 44

Was in den pacte de colocation hineingehört 44
Solidarische Haftung: Der vielleicht wichtigste rechtliche Punkt 45
Mietkaution in Luxemburg 45
Zusammenleben als Paar: Alltag und rechtliche Folgen 46
Die häufigsten praktischen Konflikte im Paaralltag 46
PACS in Luxemburg: Was bedeutet das konkret? 46
Schulden im PACS: nicht alles ist gemeinsam, aber manches eben doch 46
Schutz der gemeinsamen Wohnung im PACS 47
Eigentum im PACS: Was gehört wem? 47
Ehe in Luxemburg: mehr Schutz, aber auch stärkere rechtliche Bindung 48
Trennung und Scheidung: Was ändert sich rechtlich? 49
Fazit für‘s „Zusammenleben“ 50
Annexe 52

Introduction du Mémoire

Dans ce mémoire collectif, rédigé par Johanna Hoffmann et Manon Sabia, étudiantes en 3CD-LEM, nous avons choisi d'aborder plusieurs thématiques essentielles qui prennent une place importante dans ce que l'on appelle communément « la vie d'adulte ».

Notre objectif est de vous expliquer et de vous aider à mieux comprendre certains domaines qui, bien qu'ils concernent chacun d'entre nous, restent souvent flous ou méconnus lorsque l'on quitte le cadre scolaire.

Ce mémoire s'adresse principalement aux jeunes terminant leurs études et se préparant à entrer dans le monde du travail. Nous souhaitons leur fournir des repères clairs et des explications simples afin de faciliter cette transition parfois complexe entre la vie d'étudiant et la vie professionnelle.

Dans ce cadre, nous allons aborder plusieurs sujets concrets et indispensables du quotidien, tels que les assurances, les contrats, les prêts, ainsi que la vie en colocation ou en couple. Ces thématiques ont été choisies car elles représentent des étapes clés auxquelles la plupart des jeunes adultes seront confrontés.

L'ensemble de notre travail s'appuie sur les lois luxembourgeoises, et nous avons pris soin de rédiger ce mémoire dans un langage accessible à tous. Notre ambition est que chaque lecteur puisse comprendre facilement les notions abordées et les appliquer dans son quotidien.

Enfin, vous trouverez en annexe des liens utiles, des documents complémentaires et des sources officielles permettant d'approfondir les sujets traités. Ces ressources vous offriront la possibilité d'aller plus loin si vous souhaitez obtenir des informations plus détaillées ou actualisées.

Assurances

Qu’est-ce qu’une assurance ?

« *L'assurance est une opération par laquelle une partie, l’assuré, se fait promettre moyennant une rémunération (la prime ou cotisation) pour lui ou pour un tiers, en cas de réalisation d'un risque, une prestation par une autre partie, l'assureur, qui prenant en charge un ensemble de risques, les compense conformément aux lois de la statistique.* »

— Joseph Hémard, *Théorie et pratique des assurances terrestres, t. 1*

Quelles compagnies d'assurances y a-t-il au Luxembourg ?

Compagnies d'Assurance au Luxembourg :
Basée sur les données officielles de la CAA (Commissariat aux Assurances)

1. AXA (Toutes solutions d'assurances)
2. LALUX Assurances (Toutes solutions d'assurances)
3. Foyer (Toutes solutions d'assurances)
4. Baloise (Assurances Biens et Famille)
5. DKV (Spécialisé dans les Assurances Santé)
6. CMCM (Spécialisé dans les Complémentaires Santé)
7. Cardif Lux Vie
8. Lombard International
9. Swiss Life
10. La Mondiale Europartner
11. Allianz
12. Natixis Life
13. Sogelife
14. Generali
15. One Life
16. Euresalife
17. Bâloise Vie Int.
18. Zurich Eurolife
19. AIG Europe
20. Europ Assistance

	AXA	LALUX	Foyer	Bâloise	DKV	CMCM	Cardif Lux Vie	Lombard International	Swiss Life	La Mondiale Europartner	Allianz	Natixis Life	Sogelife	Generali	One Life	Euresa-Life	Bâloise Vie Int.	Foyer Vie	Zurich Eurolife	AIG Europe	Europ Assistance
Auto / Moto	x	x	x	x							x										
Habitation / Multirisques	x	x	x	x							x										
Santé / Complémentaire santé	x	via DKV	via DKV		x	x					x										
Vie / Prévoyance	x	x	x	x			x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
Accidents	x	x	x	x							x										
Responsabilité Civile / Familiale	x	x	x	x							x										
Voyage	x	x	x	x							x									x	x
Animaux	x	x																			
Cyber / Protection numérique	x		x	x							x										

Le secteur des assurances

Pour simplifier, on divise le secteur en deux "blocs" selon ce que l'on protège[1] :

- **Les assurances-vie (l'humain)** : Elle sert à anticiper les coups durs liés à la personne (décès, invalidité) ou à préparer l'avenir (épargne pension).

- **Les assurances non-vie (les biens et la responsabilité)** : C'est tout le reste. On protège ce que l'on possède (incendie, accident de voiture, dégâts des eaux) ou on se protège soi-même contre les erreurs que l'on pourrait commettre (assurance maladie, responsabilité civile).

Obligatoire ou non ?

"Saviez-vous qu'au Luxembourg, certaines assurances sont imposées par la loi, alors que d'autres ne dépendent que de votre contrat de bail ?"

Les 3 catégories :

Catégorie	Pourquoi la prendre ?	Exemples concrets
Légalement obligatoire	C'est la loi qui l'impose à tout le monde.	L'assurance auto (RC), l'assurance maladie.
Contractuellement obligatoire	C'est une condition pour signer un contrat.	L'assurance habitation (exigée par le proprio) ou l'assurance pour un prêt immobilier.
Facultative (Optionnelle)	C'est ton choix, selon tes besoins de sécurité.	Une "mutuelle" (complémentaire santé) ou une assurance pour ton smartphone.

[1] Les assureurs ici sont des experts européens ; ils vendent souvent ces contrats à des clients qui habitent partout dans l'UE.

Première catégorie : Les assurances légalement obligatoires

Assurances :	Exemples :
La RC[2] auto (Responsabilité Civile Automobile)	Tu percutes par accident l'arrière d'une voiture au feu rouge à Luxembourg-Ville. → La RC auto indemnise les dégâts matériels et corporels causés au conducteur et passagers de l'autre véhicule. → C'est l'assurance obligatoire pour tout véhicule motorisé.

Den Automobil Club Lëtzebuerg (ACL)

L'Automobil Club Luxembourg (ACL) propose à ses membres une gamme de services liés à l'automobile. Vous pouvez choisir entre différents produits, selon que vous souhaitez utiliser ces services uniquement au Luxembourg ou à l'étranger. Ces services comprennent, par exemple, le remorquage et le rapatriement en cas de panne, la mise à disposition d'un véhicule de remplacement et l'assistance juridique.
À l'international, l'ACL prend également en charge les services de santé à l'étranger.

Les RC professionnelles	• Un médecin fait une erreur de diagnostic qui entraîne des complications pour son patient. • Un architecte commet une faute dans les plans et provoque des malfaçons dans la construction. → La RC professionnelle couvre les conséquences financières des fautes, négligences ou omissions dans le cadre d'une profession.
Les RC spécifiques	• La RC pour les chasseurs (obligatoire au Luxembourg) si un chasseur blesse accidentellement quelqu'un pendant une battue / une chasse. • La RC pour les sportifs ou pour les clubs qui organisent des compétitions. → Ce sont des RC adaptées à certaines activités particulières.

[2] RC = responsabilité civile

Deuxième catégorie : Les assurances contractuellement obligatoires

Assurances :	Exemples :
L'assurance incendie	• Un feu de cheminée se déclare dans ta maison à Esch-sur-Alzette, détruisant une partie de ton salon. • La foudre endommage ta toiture. → L'assurance incendie couvre les dégâts causés par le feu, la foudre, les explosions, et souvent aussi par l'eau des pompiers.
L'assurance casco	• Tu perds le contrôle de ta voiture et tu l'abîmes en heurtant un mur, les réparations sont prises en charge. • Ton véhicule est volé ou vandalisé sur un parking. → La casco couvre tes propres dommages (contrairement à la RC auto qui couvre ceux que tu causes aux autres).

Troisième catégorie : Les assurances optionnelles

Assurances :	Exemples :
La RC vie privée	• Ton enfant casse la vitre d'un voisin en jouant au ballon. • Ton chien mord quelqu'un dans la rue. → Elle indemnise les dommages corporels, matériels ou immatériels que toi ou ta famille causez à des tiers dans la vie quotidienne.
L'assurance accidents de la vie privée	• Tu tombes dans l'escalier chez toi et te blesses, entraînant une incapacité temporaire. • Tu te casses la jambe lors d'une randonnée. → Elle couvre les accidents de la vie courante, non liés au travail (donc pas pris en charge par l'assurance accident obligatoire).
La RC Exploitation	• Un client glisse dans un supermarché à Luxembourg parce que le sol est mouillé. • Une entreprise de nettoyage endommage les bureaux d'un client en manipulant des produits chimiques. → Elle protège les entreprises contre les dommages causés à des tiers dans le cadre de leur activité quotidienne.
L'assurance santé et la complémentaire santé	• Au Luxembourg, la *CNS* rembourse une partie des frais médicaux (médecin, pharmacie, hôpital). • Ta complémentaire santé (par ex. Foyer Santé, DKV…) rembourse ce que la CNS ne prend pas en charge, comme les lunettes, les soins dentaires coûteux ou une chambre particulière à la clinique.

Différence entre la RC professionnelle et la RC exploitation :

La RC exploitation est différente de la RC professionnelle. La RC exploitation couvre les dommages causés à des tiers pendant l'activité quotidienne de l'entreprise, tandis que la RC professionnelle couvre les erreurs et omissions dans le cadre de l'exercice de la profession. La RC professionnelle est obligatoire pour certaines professions réglementées, tandis que la RC exploitation est recommandée pour les entreprises et les indépendants.

Période de carence

Définition du délai de carence

Le délai de carence (ou délai d'attente) est une période qui suit la signature d'un contrat d'assurance pendant laquelle les garanties ne s'appliquent pas encore. Autrement dit, même si le contrat est signé et les cotisations payées, l'assuré n'est pas encore couvert pour certains sinistres[3].

Exemple :

→ Vous souscrivez une assurance santé le 1er février, avec un délai de carence de 3 mois. Si vous tombez malade le 15 mars, les frais ne seront pas remboursés, car la couverture ne commencera qu'à partir du 1er mai.

Durée du délai de carence

- Elle varie selon le type d'assurance et la compagnie.
- En général, elle se situe entre 1 mois et 12 mois.
- Les conditions sont librement fixées par l'assureur et inscrites dans les conditions générales du contrat.

Exemples :

→ Assurance santé : délai de carence de 3 mois pour les soins dentaires.

→ Assurance chômage : délai de carence de 6 mois avant d'indemniser une perte d'emploi.

→ Assurance décès : souvent aucun délai en cas de décès accidentel, mais 6 à 12 mois pour une maladie.

Caractère non négociable

Une fois inscrit dans le contrat, le délai de carence est non négociable :

- L'assureur ne peut pas le supprimer ni le réduire, sauf cas très exceptionnels.
- Cependant, toutes les assurances n'en imposent pas : certaines compagnies couvrent leurs clients dès la signature du contrat.

[3] Le terme "sinistre" désigne un événement qui annonce ou présage des malheurs, des catastrophes ou des conséquences néfastes.

Exemple :

Certaines mutuelles haut de gamme présentes au Luxembourg, comme DKV Luxembourg ou Foyer Global Health, proposent des formules « premium » qui incluent une couverture immédiate sans délai de carence pour certaines prestations.

→ Une personne souscrit à la formule DKV Globality YouGenio Premium. Dès la signature du contrat et le paiement de la première prime, elle bénéficie immédiatement d'une couverture pour :

- les consultations médicales
- les médicaments prescrits
- les hospitalisations en cas d'urgence.

Importance pour l'assuré

Avant de signer un contrat, il est essentiel de vérifier :

- S'il existe un délai de carence
- Sa durée
- Les garanties concernées

Même si l'assureur n'est pas tenu d'en parler, il doit mentionner clairement ce délai dans les conditions générales.
L'assuré est considéré comme ayant lu et accepté ces conditions.

Pourquoi le délai de carence existe-t-il ?

Le délai de carence sert à protéger les compagnies d'assurance contre les abus.
Il empêche qu'un assuré adhère à un contrat uniquement parce qu'il sait qu'un sinistre est imminent.

Exemple :
Une personne apprend qu'elle doit subir une opération coûteuse dans un mois et décide de souscrire une mutuelle juste avant.

→ Le délai de carence empêche que cette opération soit remboursée immédiatement, car la souscription est motivée par un événement déjà connu.

Scénario d'un cas illustratif

Lorsqu'une personne devient adulte et s'installe seule, elle découvre peu à peu l'importance des assurances dans la gestion des imprévus du quotidien. Prenons l'exemple d'Emma, une jeune femme de 24 ans vivant au Luxembourg. Elle loue un petit appartement et possède plusieurs contrats d'assurance : une assurance habitation, une garantie sur ses appareils électroménagers, ainsi qu'une couverture responsabilité civile incluse dans son contrat.

Un jour, son lave-vaisselle tombe soudainement en panne et provoque une fuite d'eau qui endommage une partie du sol de la cuisine. Emma réagit immédiatement : elle coupe l'eau et l'électricité, puis prend des photos de la fuite et des dégâts. Ces premières étapes sont importantes, car elles servent de preuve pour la déclaration de sinistre.

Elle commence ensuite par vérifier ses contrats. Comme le lave-vaisselle a été acheté il y a moins de deux ans, il est encore couvert par la garantie constructeur. Emma contacte donc le service après-vente du magasin, qui envoie un technicien. En parallèle, elle informe son assurance habitation de la fuite, car celle-ci a abîmé le sol et pourrait avoir touché l'appartement du voisin du dessous. Grâce à la garantie "dégât des eaux" de son assurance habitation, les réparations du sol sont prises en charge. Si le voisin avait subi des dommages, la responsabilité civile d'Emma aurait couvert les frais dans son logement.

Après avoir fourni les documents nécessaires (facture d'achat, photos, devis de réparation), son dossier est traité en quelques jours. Le lave-vaisselle est réparé par le fabricant, et les dégâts au sol sont indemnisés par l'assurance. Emma doit seulement payer une petite franchise, prévue dans le contrat.

Ce scénario montre que, même pour un incident domestique simple, plusieurs types d'assurances peuvent intervenir. L'assurance habitation protège le logement et les biens, la garantie constructeur couvre l'appareil défectueux, et la responsabilité civile répare les dommages causés à autrui. Au Luxembourg, où les assurances sont fortement encadrées, ces démarches sont courantes et permettent d'éviter des coûts élevés en cas d'imprévu. Pour les jeunes adultes, comprendre le rôle de chaque assurance est donc essentiel pour vivre de manière autonome et responsable.

Contrat

Qu'est-ce qu'un contrat?

« Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose. »

— L'article 1101 du code civil luxembourgeois

Contrairement à une idée largement répandue, le contrat n'est pas nécessairement un document écrit. Bien au contraire, la forme des contrats est en principe libre. Néanmoins, la loi subordonne parfois la conclusion d'un contrat à l'accomplissement d'une certaine forme (p.ex. contrat de mariage, vente d'un immeuble, …).

Les contrats courants

On peut dire qu'un contrat est un accord entre deux ou plusieurs personnes qui crée des obligations.

Contrats :	Exemples :
Le contrat de vente	La vente est une convention par laquelle une personne s'engage à livrer une chose, et l'autre à la payer. (Article 1582 du Code civil) → Le vendeur doit livrer la chose, transférer la propriété et garantir contre les vices cachés. → L'acheteur doit prendre la chose et payer le prix convenu.
Le contrat de travail	Le contrat de travail est un accord entre un salarié et un employeur. → Le salarié travaille sous l'autorité de l'employeur → En échange, il reçoit une rémunération (le salaire)
Le contrat de location (bail)	Le contrat de location permet à une personne d'utiliser un bien pendant un certain temps. → Le bailleur met le bien à disposition → Le locataire paie un loyer
Le prêt	Le prêt est un contrat où une personne prête quelque chose à une autre. → Le prêteur donne un objet ou de l'argent → L'emprunteur doit le rembourser dans un certain délai
Le contrat d'assurance	L'assurance est un contrat qui protège contre un risque. → L'assuré paie une prime → L'assureur intervient en cas de problème (accident, maladie, etc.)
L'abonnement	L'abonnement est un contrat à long terme. → Paiement régulier (par exemple tous les mois, toutes les semaines, etc.) → Accès à un service (téléphone, sport, streaming, etc.)

Le contrat électronique	C'est un contrat conclu sur internet. → Entre un vendeur en ligne et un acheteur → Les règles sont les mêmes que pour un contrat classique[4]

1. Selon le type de contrats

Les 7 types

Type de contrat	Pourquoi ?	Exemple
Consensuel	Simple accord suffit	Contrat de vente
Solennel	Forme obligatoire (écrit, notaire)	Mariage, vente immobilière
Réel	Nécessite la remise d'une chose	Prêt
De gré à gré	Libre négociation	Vente entre particuliers
D'adhésion	Conditions imposées	Abonnement téléphone
Individuel	Engage une personne	Achat d'une voiture
Collectif	Engage un groupe	Convention collective

« Les contrats peuvent aussi être oraux dans certains cas même si la preuve est plus difficile à apporter en cas de problème. Certains contrats ne sont valables, que si ils sont écrits[5]. »

2. Selon le contenu

Les 4 catégories

Type de contrat	Pourquoi ?	Exemple
Synallagmatique (bilatéral)	Obligations des deux côtés	Vente
Unilatéral	Une seule personne s'engage	Don
À titre onéreux	Échange avec contrepartie	Location
À titre gratuit	Sans contrepartie	Donation

[4] - Contrat classique = contrat "normal" (papier / oral / en personne)
- Contrat électronique = même chose, mais fait via internet

[5] Par exemple : contrat de mariage, contrat de vente immobilière, contrat de travail (CDD et CDI)

3. Selon la durée

Les 4 types

Type de contrat	Pourquoi ?	Exemple
Exécution simultanée	Tout se fait en une fois	Achat direct
Exécution successive	Sur une durée	Travail, location
Durée déterminée	Date de fin fixée	CDD[6], prêt
Durée indéterminée	Pas de fin prévue	CDI[7]

[6] CDD = contrat à durée déterminée (est un contrat de travail conclu pour une période limitée.)
[7] CDI = contrat à durée indéterminée (est un contrat de travail conclu pour une période illimitée.)

Les conditions nécessaires à la validité d'un contrat

Pour qu'un contrat soit reconnu comme valable, plusieurs règles doivent être respectées. Si l'une d'elles n'est pas remplie, le contrat peut être annulé.

1. Le consentement

Le consentement désigne l'accord donné par les différentes parties.
Il doit être :

- libre : donné sans pression ni contrainte
- éclairé : les parties savent exactement à quoi elles s'engagent

Le consentement peut être altéré dans trois situations :

- Le dol[8] (ou tromperie) : lorsqu'une partie trompe volontairement l'autre
- L'erreur : lorsqu'il y a une mauvaise compréhension d'un élément important
- La violence : lorsqu'il y a une contrainte physique ou morale

2. La capacité

Les personnes qui concluent un contrat doivent avoir la capacité juridique.

Exemple :

→ Un mineur ou une personne sous protection juridique ne peut pas signer seule un contrat.

3. L'objet du contrat

L'objet correspond à ce que prévoit le contrat.

Il doit être :

- Existant ou réalisable dans le futur
- Précis ou identifiable
- Licite (autorisé par la loi)
- Commercialisable

[8] « Le dol » dans le contexte du Code civil luxembourgeois est défini comme l'action d'un contractant d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges. Selon l'article 1116, le dol constitue une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles qu'il est évident que sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

4. La cause

La cause est le motif qui pousse les parties à s'engager.

Elle doit être :

- Réelle
- Conforme à la loi et aux bonnes mœurs

5. Les effets du contrat

Une fois conclu, le contrat entraîne des conséquences juridiques.

a) Entre les parties

Le contrat s'impose aux parties :

→ Elles doivent respecter leurs engagements comme s'il s'agissait d'une règle obligatoire
→ Elles doivent agir de bonne foi, c'est-à-dire avec honnêteté et loyauté.

b) Vis-à-vis des tiers

En principe, le contrat ne concerne que les signataires (= c'est le principe de l'effet relatif)

Il existe des exceptions :

→ Contrat conclu au bénéfice d'un tiers (ex : assurance-vie)
→ Conventions collectives
→ Héritiers

6. Le non-respect du contrat et ses conséquences

Lorsqu'une partie ne respecte pas ce qui était prévu, on parle d'inexécution.

a) Les différentes formes d'inexécution

- Totale
- Partielle
- Retard dans l'exécution
- Mauvaise exécution

Cela peut engager la responsabilité contractuelle.

Pour cela, trois éléments sont nécessaires :

- une faute
- un préjudice
- un lien de causalité entre les deux

b) Types de préjudices

→ matériel (perte financière, objet détérioré)
→ corporel (atteinte physique)
→ moral (souffrance psychologique)

7. Les sanctions possibles

En cas de non-respect du contrat, plusieurs solutions peuvent être envisagées :

- l'exécution forcée (obliger à respecter le contrat)
- la résolution du contrat (annulation)
- les dommages et intérêts (indemnisation financière)

Avant d'engager une action, une mise en demeure[9] est en général nécessaire.

[9] Une mise en demeure est une lettre formelle adressée à un débiteur pour l'inviter à exécuter son obligation dans un délai précis, sous peine de poursuites judiciaires.

8. Les clauses abusives

Certaines clauses peuvent déséquilibrer fortement le contrat au détriment d'une partie (souvent le consommateur).

On parle alors de clauses abusives. Elles sont considérées comme nulles.

Exemples :

→ suppression de certains droits du consommateur
→ modification du contrat par une seule partie
→ impossibilité de saisir la justice

Le droit applicable aux contrats

Le droit qui s'applique à un contrat (c'est-à-dire les règles juridiques d'un pays qu'on utilise) dépend d'abord du choix des parties. Généralement, un contrat conclu entre deux parties au Luxembourg sera régi par le droit luxembourgeois (c'est le droit luxembourgeois qui s'applique en cas de litige entre les parties.
S'il n'y a pas de choix, on utilise des règles spéciales du droit international privé (le droit qui règle les situations entre plusieurs pays), comme le règlement « *Rome I dans l'Union européenne* ».

1. Principe général : liberté de choix

Le principe général s'appelle « l'autonomie de la volonté ».

→ Ça veut dire que les parties sont libres de choisir la loi (le droit d'un pays) qui va s'appliquer à leur contrat.

Ce choix permet :

- d'avoir plus de sécurité (on sait quelles règles appliquer)
- de mieux prévoir ce qui peut arriver

Le juge doit respecter ce choix, sauf dans certains cas, par exemple pour protéger les personnes plus faibles comme les consommateurs.

a) S'il n'y a pas de choix

Si les parties ne choisissent pas de loi :

→ On applique la loi du pays qui a le lien le plus fort avec le contrat.

Exemple :

- le pays où vit la personne qui doit faire l'action principale (le débiteur = celui qui doit quelque chose)
- ou le pays où le contrat majoritairement réalisé

Il existe aussi des règles spéciales pour protéger les personnes vulnérables.

b) Règles en Europe et dans le monde

Dans l'Union européenne, on utilise le règlement « *Rome I* ».

→ C'est une règle qui dit comment choisir la loi applicable aux contrats.

Même si un contrat est entre deux personnes du même pays, elles peuvent choisir une loi étrangère.

c) Exceptions importantes

Parfois, certaines règles obligatoires (dispositions impératives = règles qu'on doit respecter quoi qu'il arrive) passent avant le choix des parties.

Exemple :
Un consommateur doit toujours être protégé par les lois de son pays, même si le contrat dit autre chose.

d) Exemple concret

Luc, un étudiant de 20 ans qui habite au **Luxembourg** s'inscrit à une plateforme en ligne pour suivre des cours de formation.

Dans les conditions du contrat, il est écrit que la loi des **États-Unis** s'applique.

→ Donc, en théorie, ce serait le droit américain qui règle le contrat.

Mais en réalité :

Comme Luc est un **consommateur** (il achète un service pour lui-même), il est protégé.

Cela signifie que :
Même si le contrat dit "*droit américain*",

→ il garde quand même les protections du droit luxembourgeois.

Donc si la plateforme :

- refuse un remboursement alors que le droit luxembourgeois l'autorise
- ou met des conditions abusives

→ Luc peut utiliser les lois du Luxembourg pour se défendre.

Mais pourquoi ?

Parce que certaines règles sont obligatoires, surtout pour protéger les consommateurs (donc dans cet exemple : Luc).

Kredit

Was ist ein Kredit?

Ein Kredit ist eine Vereinbarung zwischen einer Person und einer Bank oder einem Finanzinstitut. Der Kreditnehmer erhält dabei eine bestimmte Geldsumme. Er verpflichtet sich, dieses Geld später zurückzuzahlen. Die Rückzahlung umfasst aber nicht nur den geliehenen Betrag. Es kommen auch Zinsen dazu. Diese Zinsen sind die Gegenleistung dafür, dass das Geld zur Verfügung gestellt wurde.

Ein Kredit basiert außerdem auf zwei wichtigen Grundlagen: Vertrauen und Zeit. Die Bank gibt das Geld nur, weil sie darauf vertraut, dass es zurückgezahlt wird. Gleichzeitig erfolgt die Rückzahlung erst in der Zukunft, was bedeutet, dass immer ein gewisses Risiko besteht. Ein Kredit ist außerdem immer mit einem Risiko verbunden. Für die Bank besteht das Risiko, dass der Kreditnehmer das Geld nicht zurückzahlen kann. Dieses nennt man Risiko der Zahlungsunfähigkeit. Deshalb prüfen Banken vor der Vergabe eines Kredits genau die finanzielle Situation der Person

Auf den ersten Blick scheint ein Kredit oft eine einfache Lösung für finanzielle Probleme oder größere Wünsche zu sein. Gerade für junge Menschen, die nach der Schule zum ersten Mal eigene finanzielle Entscheidungen treffen, erscheint es attraktiv, sofort über Geld zu verfügen, ohne lange sparen zu müssen. Genau hier liegt jedoch auch die größte Gefahr: Ein Kredit ist kein „geschenktes Geld“, sondern eine langfristige Verpflichtung.

Um dies besser zu verstehen, kann man sich ein einfaches Beispiel vorstellen: Eine Person möchte ein Auto kaufen, hat aber nicht genug Geld gespart. Sie entscheidet sich für einen Kredit von 12.000 Euro. Auf den ersten Blick scheint das Problem gelöst zu sein, da das Auto sofort gekauft werden kann. In den folgenden Monaten oder Jahren muss die Person jedoch regelmäßig Geld zurückzahlen, und zwar nicht nur die 12.000 Euro, sondern zusätzlich Zinsen. Je nach Zinssatz und Laufzeit kann der Gesamtbetrag deutlich höher sein, zum Beispiel 14.000 oder 15.000 Euro.

Ein Kredit hat also immer zwei Seiten: Er ermöglicht kurzfristig finanzielle Freiheit, führt aber gleichzeitig zu einer langfristigen Verpflichtung. Diese Verpflichtung kann über Jahre bestehen und beeinflusst das monatliche Budget erheblich.

Für junge Menschen ist es besonders wichtig, diesen Zusammenhang zu verstehen. Nach der Schule entstehen oft neue Ausgaben, etwa für Miete, Lebensmittel oder Transport. Wenn zusätzlich ein Kredit hinzukommt, kann die finanzielle Belastung schnell sehr hoch werden.

Deshalb sollte man sich vor der Aufnahme eines Kredits immer die Frage stellen, ob dieser wirklich notwendig ist. Ein Kredit kann sinnvoll sein, wenn er für wichtige Investitionen genutzt wird, etwa für Bildung oder Wohnraum. Wird er jedoch für kurzfristige Konsumwünsche eingesetzt, kann er langfristig zu Problemen führen.

Wie funktioniert ein Kredit?

Um einen Kredit wirklich zu verstehen, reicht es nicht zu wissen, dass man Geld leiht und später zurückzahlt. Wichtiger ist, zu verstehen, wie sich die Kosten zusammensetzen. Man muss auch wissen, dass kleine Unterschiede beim Zinssatz oder bei der Laufzeit große Auswirkungen haben können. Diese beeinflussen den gesamten Betrag, den man am Ende zurückzahlen muss.

Der Zinssatz kann unterschiedlich sein: Es gibt feste Zinssätze, die gleich bleiben, variable Zinssätze, die sich verändern können, und sogenannte angepasste Zinssätze, die sich innerhalb bestimmter Grenzen bewegen.

Ein Kredit besteht aus drei wichtigen Dingen: dem Zinssatz (taux d'intérêt), der Laufzeit (durée) und den monatlichen Raten (mensualités). Diese drei hängen eng zusammen. Wenn sich einer davon ändert, hat das auch Auswirkungen auf die anderen.

Um das besser zu verstehen, hilft ein konkretes Rechenbeispiel.

Eine Person nimmt einen Kredit von 10.000 Euro auf. Der Zinssatz beträgt 5 % pro Jahr und die Laufzeit beträgt 5 Jahre.

Zunächst berechnet man die Zinsen pro Jahr:

5 % von 10.000 € = 500 € Zinsen pro Jahr.

Über 5 Jahre zahlt die Person also ungefähr:

500 € × 5 = 2.500 € Zinsen.

Der gesamte Rückzahlungsbetrag beträgt somit:

10.000 € + 2.500 € = 12.500 €.

Nun wird dieser Betrag auf die Monate verteilt:

5 Jahre = 60 Monate

12.500 € ÷ 60 ≈ 208 € pro Monat.

Die monatliche Rate beträgt also etwa 208 Euro.

Dieses Beispiel zeigt bereits zwei wichtige Dinge:

Erstens: Die Zinsen machen einen großen Teil der Gesamtkosten aus. Zweitens: Auch wenn die monatliche Rate relativ niedrig erscheint, summiert sich der Gesamtbetrag erheblich.

Nun kann man sehen, wie sich kleine Veränderungen auswirken.

Wenn der Zinssatz statt 5 % nun 7 % beträgt, ergibt sich:

7 % von 10.000 € = 700 € pro Jahr

700 € × 5 Jahre = 3.500 € Zinsen

Gesamtbetrag:

10.000 € + 3.500 € = 13.500 €

Monatliche Rate:

13.500 € ÷ 60 ≈ 225 €

Allein durch eine Erhöhung des Zinssatzes um 2 % zahlt man also:

- insgesamt 1.000 € mehr
- jeden Monat etwa 17 € mehr

Das zeigt deutlich, wie wichtig der Zinssatz ist.

Auch die Laufzeit hat einen großen Einfluss.

Nehmen wir wieder den Kredit von 10.000 € bei 5 % Zinsen, aber diesmal mit 10 Jahren Laufzeit:

Zinsen pro Jahr bleiben:

500 €

Über 10 Jahre:

500 € × 10 = 5.000 € Zinsen

Gesamtbetrag:

10.000 € + 5.000 € = 15.000 €

Monatliche Rate:

15.000 € ÷ 120 Monate = 125 €

Hier sieht man das typische Problem:

Die monatliche Rate ist viel niedriger (125 € statt 208 €), aber der Kredit ist insgesamt deutlich teurer (15.000 € statt 12.500 €).

Das ist einer der häufigsten Fehler: Viele Menschen entscheiden sich für eine lange Laufzeit, weil die monatliche Rate besser aussieht, ohne zu merken, dass sie am Ende viel mehr bezahlen.

Die monatlichen Raten sind also nur ein Teil der Wahrheit. Sie müssen zwar zum eigenen Einkommen passen, aber sie sagen nichts darüber aus, wie teuer der Kredit insgesamt ist.

Ein weiterer wichtiger Punkt ist der TAEG (Taux Annuel Effectif Global). Dieser zeigt die tatsächlichen Gesamtkosten eines Kredits, da er nicht nur die Zinsen, sondern auch zusätzliche Gebühren berücksichtigt.

Ein Beispiel:

Zwei Banken bieten denselben Kredit an:

Bank A:

- Zinssatz: 3 %
- zusätzliche Gebühren: 500 €

Bank B:

- Zinssatz: 4 %
- keine Zusatzkosten

Auf den ersten Blick scheint Bank A günstiger. Wenn man jedoch alles zusammenrechnet, kann Bank B am Ende billiger sein. Genau deshalb ist der TAEG so wichtig, weil er alle Kosten einbezieht und einen realistischen Vergleich ermöglicht.

Unterschied zwischen Kredit und Miete

Nach der Schule müssen viele entscheiden, ob sie eine Wohnung mieten oder kaufen wollen. Diese Entscheidung ist sehr wichtig, weil sie das eigene Leben stark beeinflusst. Sie hängt auch eng mit dem Thema Kredit zusammen.

Beim Mieten zahlt man jeden Monat einen festen Betrag an einen Vermieter, um die Wohnung zu nutzen. Man baut dabei kein Eigentum auf, bleibt aber flexibel. Gerade für junge Menschen ist das ein großer Vorteil, da sich ihre Lebenssituation oft schnell verändern kann, zum Beispiel durch ein Studium, ein Praktikum oder einen neuen Job in einer anderen Stadt oder sogar im Ausland.

Außerdem sollte man beachten, dass beim Wohnen viele zusätzliche Kosten entstehen können, die oft unterschätzt werden, wie zum Beispiel Kaution, Möbel, Umzugskosten oder Versicherungen

Ein konkretes Beispiel:

Eine Studentin zieht nach Luxemburg-Stadt und zahlt für ein WG-Zimmer 800 Euro im Monat. Nach einem Jahr entscheidet sie sich, ins Ausland zu gehen. Sie kann ihren Mietvertrag kündigen und relativ problemlos umziehen.

Die Kosten für ein Jahr betragen:

800 € × 12 Monate = 9.600 €

Dieses Geld ist zwar „weg“, aber sie war flexibel und konnte ihre Lebenssituation anpassen.

Beim Kauf einer Wohnung sieht die Situation ganz anders aus. Hier benötigt man in der Regel einen Kredit, da die meisten jungen Menschen nicht genug Eigenkapital haben.

Ein Beispiel:

Eine Person kauft eine kleine Wohnung für 300.000 Euro und nimmt dafür einen Kredit auf.

- Laufzeit: 25 Jahre
- Zinssatz: 3 %

  → monatliche Rate: etwa 1.400 €

Auf den ersten Blick wirkt das ähnlich wie eine Miete. Viele denken deshalb: „Warum mieten, wenn ich auch kaufen kann?“

Der Unterschied liegt jedoch im Detail.

Wenn man den Kredit vollständig zurückzahlt, gehört die Wohnung am Ende einem selbst. Man hat also Vermögen aufgebaut. Allerdings ist der Weg dorthin lang und mit Risiken verbunden.

Schauen wir uns die Gesamtkosten an:

1.400 € × 12 Monate = 16.800 € pro Jahr

Über 25 Jahre:

16.800 € × 25 = 420.000 €

Die Person zahlt also insgesamt etwa 420.000 Euro zurück, obwohl die Wohnung ursprünglich 300.000 Euro gekostet hat. Die Differenz sind die Zinsen.

Hier wird ein wichtiger Unterschied deutlich:

- Beim Mieten zahlt man weniger, baut aber kein Eigentum auf
- Beim Kauf zahlt man mehr, baut aber langfristig Vermögen auf

Doch es gibt noch einen weiteren entscheidenden Punkt: das Risiko.

Wenn die Person mit dem Kredit ihren Job verliert oder weniger verdient, muss sie die monatlichen 1.400 Euro trotzdem weiterzahlen. Im schlimmsten Fall kann sie die Wohnung verlieren.

Bei der Miete ist die Situation flexibler:

Wenn die Studentin plötzlich weniger Geld hat, kann sie:

- in eine günstigere Wohnung ziehen
- in eine WG wechseln
- oder zurück zu den Eltern gehen

Das Risiko ist also deutlich geringer.

Ein weiteres Beispiel zeigt die Unterschiede noch klarer:

Person A (Miete):

- zahlt 1.000 € pro Monat
- kann jederzeit umziehen

Person B (Kredit):

- zahlt 1.200 € pro Monat
- ist an die Wohnung gebunden

Wenn Person B nach 2 Jahren umziehen möchte, ist das viel komplizierter:

- Die Wohnung muss verkauft oder vermietet werden
- Der Kredit läuft weiter
- Es können zusätzliche Kosten entstehen

Was man vor der Unterschrift unter einen Kreditvertrag unbedingt wissen muss

Ein Kreditvertrag ist nicht einfach nur ein Formular, das man unterschreibt, um Geld zu bekommen. Mit der Unterschrift verpflichtet man sich oft über mehrere Jahre hinweg zu regelmäßigen Zahlungen. Deshalb sollte man sich vor der Entscheidung nicht nur fragen, ob man das Geld möchte, sondern vor allem: Kann ich mir diesen Kredit langfristig wirklich leisten?

Ein erster wichtiger Punkt ist die sogenannte solvabilité, also die Kreditwürdigkeit. Bevor eine Bank einen Kredit vergibt, prüft sie genau, ob eine Person in der Lage ist, den Kredit zurückzuzahlen. Dafür muss man Angaben zu seinem Einkommen, seinen Ausgaben und möglichen anderen Krediten machen.

Ein einfaches Beispiel zeigt das:

Person A verdient 2.500 € im Monat und hat einen unbefristeten Arbeitsvertrag. Person B verdient 900 € im Monat als Student und arbeitet nebenbei.

Selbst wenn beide denselben Kredit aufnehmen möchten, wird die Bank Person A als weniger riskant ansehen als Person B. Das bedeutet, dass Person B entweder keinen Kredit bekommt oder schlechtere Bedingungen erhält (z. B. höhere Zinsen oder eine Bürgschaft).

Das zeigt: Ein Kredit hängt nicht nur davon ab, was man sich leisten möchte, sondern auch davon, wie sicher das Einkommen ist.

Die capacité d'endettement: Wie viel Schulden sind überhaupt tragbar?

Ein sehr wichtiger Begriff ist die capacité d'endettement, also die Verschuldungskapazität. Sie beschreibt, wie viel man sich monatlich leisten kann, ohne in finanzielle Probleme zu geraten.

Eine häufige Regel ist:

Maximal etwa 30–35 % des Einkommens sollten für Kredite verwendet werden.

Ein Beispiel:

Eine Person verdient 2.000 € im Monat.

30 % davon = 600 €

Das bedeutet: Die monatlichen Kreditraten sollten möglichst nicht über 600 € liegen.

Doch das allein reicht nicht aus. Man muss auch die restlichen Ausgaben berücksichtigen.

Ein realistischeres Beispiel:

Ein Student hat monatlich 1.200 € zur Verfügung.

- Miete: 500 €
- Lebensmittel: 250 €
- Transport: 100 €
- Handy & Internet: 80 €

Gesamtausgaben: 930 €

Verbleiben: 270 €

Wenn dieser Student nun einen Kredit mit einer Rate von 200 € aufnimmt, bleiben nur noch 70 € übrig. Das ist extrem wenig.

Jetzt reicht schon eine kleine unerwartete Ausgabe:

- kaputtes Handy: 150 €
- höhere Heizkosten
- Studienmaterial

→ sofort entsteht ein Problem.

Deshalb sollte man sich nicht fragen:

„Kann ich die Rate zahlen?“

sondern:
„Kann ich sie auch zahlen, wenn etwas schiefgeht?“

Warum der TAEG wichtiger ist als der normale Zinssatz

Viele Menschen schauen beim Vergleich von Krediten zuerst auf den Zinssatz. Das ist verständlich, aber nicht ausreichend. Der wichtigere Wert ist der TAEG (Taux Annuel Effectif Global), weil er alle Kosten eines Kredits berücksichtigt.

Um das wirklich zu verstehen, schauen wir uns ein konkretes Beispiel mit genauer Rechnung an.

Eine Person möchte 8.000 € leihen. Die Laufzeit beträgt 4 Jahre.

Bank A:

- Zinssatz: 3 % pro Jahr
- zusätzliche Gebühren: 600 €

Zuerst berechnen wir die Zinsen:

3 % von 8.000 € =

0,03 × 8.000 € = 240 € Zinsen pro Jahr

Da der Kredit 4 Jahre läuft:

240 € × 4 = 960 € Zinsen insgesamt

Nun addieren wir die zusätzlichen Gebühren:

960 € (Zinsen) + 600 € (Gebühren) = 1.560 € Gesamtkosten

Jetzt berechnen wir den Gesamtbetrag, der zurückgezahlt werden muss:

8.000 € + 1.560 € = **9.560 €**

Bank B:

- Zinssatz: 4 % pro Jahr
- keine zusätzlichen Gebühren

Zinsen pro Jahr:

4 % von 8.000 € =

0,04 × 8.000 € = 320 € pro Jahr

Über 4 Jahre:

320 € × 4 = 1.280 € Zinsen insgesamt

Da es keine zusätzlichen Gebühren gibt:

Gesamtkosten = 1.280 €

Gesamtbetrag:

8.000 € + 1.280 € = **9.280 €**

Was im Vertrag stehen muss

Ein Kreditvertrag enthält wichtige Informationen, die man unbedingt verstehen sollte:

- Höhe des Kredits
- Zinssatz
- Laufzeit
- monatliche Raten
- Gesamtkosten

Viele junge Menschen machen den Fehler, den Vertrag nur schnell zu überfliegen oder gar nicht richtig zu lesen.

Ein Beispiel:

Eine Person unterschreibt einen Kreditvertrag und bemerkt später, dass:

- eine Versicherung automatisch hinzugefügt wurde
- zusätzliche Gebühren enthalten sind

Dadurch wird der Kredit teurer als gedacht.

Deshalb gilt eine ganz einfache Regel:

Unterschreibe niemals etwas, das du nicht vollständig verstanden hast.

Wenn etwas unklar ist:

- nachfragen
- Vertrag mitnehmen
- Zeit nehmen

Widerruf und vorzeitige Rückzahlung

Viele wissen nicht, dass man in Luxemburg nach Abschluss eines Kreditvertrags ein Widerrufsrecht von 14 Tagen hat.

Das bedeutet:

Man kann den Vertrag rückgängig machen, ohne Gründe anzugeben.

Ein Beispiel:

Eine Person unterschreibt einen Kreditvertrag, merkt aber nach ein paar Tagen, dass die Konditionen schlecht sind.

→ Sie kann den Vertrag innerhalb von 14 Tagen widerrufen.

Außerdem kann man einen Kredit oft vorzeitig zurückzahlen.

Beispiel:

Eine Person hat noch 5.000 € Restschuld.

Sie erhält plötzlich Geld (z. B. durch Arbeit oder Unterstützung) und zahlt den Kredit früher zurück.

→ Vorteil:

Man spart Zinsen, weil man nicht mehr über die gesamte Laufzeit zahlt.

Das kann mehrere hundert oder tausend Euro ausmachen.

Garantien und Bürgschaften

Banken wollen Sicherheit. Deshalb verlangen sie oft Garantien.

Ein typisches Beispiel ist die Bürgschaft:

Ein Student möchte einen Kredit aufnehmen, hat aber kein festes Einkommen. Die Bank verlangt einen Bürgen, zum Beispiel die Eltern.

Das bedeutet:

Wenn der Student nicht mehr zahlen kann, müssen die Eltern einspringen.

Das ist ein sehr wichtiger Punkt, weil viele denken, eine Bürgschaft sei nur „eine Formalität". In Wirklichkeit ist sie eine echte finanzielle Verpflichtung.

Ein praktisches Beispiel:

Der Student kann die Rate von 250 € nicht mehr zahlen.

→ Die Bank fordert das Geld vom Bürgen.

Das kann zu großen Problemen führen, auch innerhalb der Familie.

Deshalb gilt:

Eine Bürgschaft sollte niemals leichtfertig unterschrieben werden.

Praktische Checkliste vor der Unterschrift

Bevor man einen Kredit unterschreibt, sollte man sich einige konkrete Fragen stellen:

1. Brauche ich diesen Kredit wirklich oder kann ich sparen?
2. Wie viel zahle ich insgesamt zurück?
3. Passt die monatliche Rate wirklich zu meinem Budget?
4. Was passiert, wenn mein Einkommen sinkt?
5. Ist der TAEG im Vergleich gut?
6. Gibt es versteckte Kosten?
7. Habe ich alles verstanden?

Zusammenleben nach der Schule

Wohngemeinschaft, Paarbeziehung und die Frage nach der richtigen Organisation

Nach der Schule beginnt für viele ein neuer Abschnitt im Leben. Das betrifft nicht nur Ausbildung oder Studium, sondern auch das Wohnen. Manche bleiben noch bei ihren Eltern. Andere ziehen in eine WG oder leben mit ihrem Partner oder ihrer Partnerin zusammen. In allen Fällen gilt: Zusammenleben ist nicht nur eine persönliche Sache. Es geht auch um Geld und manchmal um rechtliche Fragen.

Gerade hier wird oft unterschätzt, wie schnell Konflikte entstehen können, wenn Geld, Haushalt, Verträge und Verantwortung nicht klar geregelt sind. Deshalb ist dieser Teil für einen Guide besonders wichtig.

Warum so viele junge Menschen nach der Schule zusammenwohnen

Es gibt verschiedene Gründe, warum junge Menschen nach der Schule nicht allein wohnen:

- Die Mieten sind hoch.
- Viele wollen Kosten teilen.
- Ein Studium im In- oder Ausland ist oft zeitlich begrenzt.
- Wohnen mit anderen bietet soziale Unterstützung.

Vor allem zu Beginn wirkt das Zusammenleben praktisch: Man teilt sich Miete, Nebenkosten, vielleicht auch Möbel oder Lebensmittel. Doch genau diese geteilten Bereiche sind auch die typischen Konfliktzonen.

Kostenaufteilung in der WG: fair ist nicht immer gleich

In einer Wohngemeinschaft ist die klassische Frage: **Wie teilen wir die Kosten?**

Dabei gibt es nicht nur eine richtige Lösung.

Manche teilen alles exakt gleich. Das ist einfach, aber nicht immer gerecht. Wenn ein Zimmer deutlich größer ist oder eine Person öfter zuhause ist und mehr Heizung, Strom oder Wasser verbraucht, kann eine streng gleiche Aufteilung zu Spannungen führen.

Ein Beispiel:

Drei Studierende wohnen zusammen.

- Person A hat das größte Zimmer.
- Person B ist fast nie da, weil sie oft pendelt.
- Person C arbeitet viel von zuhause und nutzt Strom und Internet besonders intensiv.

Wenn alle automatisch ein Drittel zahlen, kann das zwar mathematisch einfach sein, aber subjektiv als unfair empfunden werden. Besser ist es oft, zwischen **fixen gemeinsamen Kosten** und **individuellen Vorteilen** zu unterscheiden.

Eine vernünftige Lösung könnte sein:

- Miete nach Zimmergröße verteilen
- Internet gleich teilen
- Lebensmittel nur dann gemeinsam kaufen, wenn alle das wirklich wollen
- Haushaltskasse für Putzmittel, Toilettenpapier und ähnliche Dinge einrichten

Im Alltag können auch Apps helfen, das Zusammenleben einfacher zu machen. Eine bekannte App ist zum Beispiel „Tricount“. Dort kann man alle gemeinsamen Ausgaben eingeben, zum Beispiel Einkäufe oder Rechnungen. Die App rechnet dann automatisch aus, wer wie viel bezahlt hat und wer wem noch Geld schuldet.

Das ist besonders praktisch in einer WG, weil man nicht alles selbst berechnen muss und Streit über Geld vermieden werden kann. Man kann sogar Kassenzettel eingeben, um genau zu sehen, wofür das Geld ausgegeben wurde. So bleibt alles übersichtlich und fair.

Ein Beispiel dafür ist eine WG mit drei Studentinnen: Maude, Sophie und Ina. Sie nutzen die App „Tricount“, um ihre gemeinsamen Ausgaben zu organisieren. In der App sind die gemeinsamen Kosten gelb markiert. Jede Person hat außerdem eine eigene Farbe: Maude ist rosa, Sophie grün und Ina blau.

Auf dem Kassenzettel ist oben mit Rot markiert, wer die Ausgabe bezahlt hat. So sieht man sofort, wer in Vorleistung gegangen ist. Die App berechnet dann automatisch, wie viel jede Person noch bezahlen muss. Dadurch bleibt alles übersichtlich und es kommt weniger schnell zu Streit über Geld.

Sophie
Intermarché

INTERMARCHE FOCH
04.76.47.29.27
OUVERTURE DE 08H15 A 20h00
OUVERTURE DIMANCHE
DE 8H15 A 12H45
pdv10603@mousquetaires.com

YAOS YT GRECQ NATUR	2,08 EUR A
ELODIE ANNEAUX PECHE	1,80 EUR B
ELODIE CLOWN GELIFIE	1,76 EUR B
LUTTI FILI TUBS XL 1	2,00 EUR B
BOUTON D'OR TUILES S	1,30 EUR A
DUCROS AIL SEMOULE 3	9,22 EUR A
BAGUETTE 250G	0,99 EUR A
PAT CREME FRAICHE EP	0,67 EUR A
MERCI H.VRAC CHAROLA	5,79 EUR A
MONTANT DU	25,11 EUR
CB SANS CONTACT	25,11 EUR

Nombre d'articles vendus= 9

TOTAL ELIGIBLE TRD	19,55 EUR
A RENDRE	0,00 EUR
ESPECES	0,00 EUR

RECAPITULATIF TVA

CODE TVA	MT. HT	MT. TVA	MT. TTC
A 5,50%	18,53	1,02	19,55
B 20,00%	4,63	0,93	5,56
TOTAL TVA	23.16	1,95	25,11

19:28:27 10/03/2025
M10603 C007 D1003 T0265
SOVALGRE SA.
13 BD FOCH 38100 GRENOBLE

Sophie
Intermarché

INTERMARCHE FOCH
04.76.47.29.27
OUVERTURE DE 08H15 A 20h00
OUVERTURE DIMANCHE
DE 8H15 A 12H45
pdv10603@mousquetaires.com

PAT.F.FRAIS NAT.BIO	2,00 EUR A
TOMATE CERISE 250G P	0,99 EUR A
CONCOMBRE PIECE BIO	2,39 EUR A
CITRON JAUNE VRAC	
0,159 kg X 3,39EURO/kg	0,54 EUR A
OIGNON ROUGE VRAC	
0,125 kg X 4,69EURO/kg	0,59 EUR A
GINGEMBRE VRAC	
0,063 kg X 7,99EURO/kg	0,50 EUR A
MONTANT DU	7,01 EUR
CB SANS CONTACT	7,01 EUR

Nombre d'articles vendus= 6

TOTAL ELIGIBLE TRD	7,01 EUR
A RENDRE	0,00 EUR
ESPECES	0,00 EUR

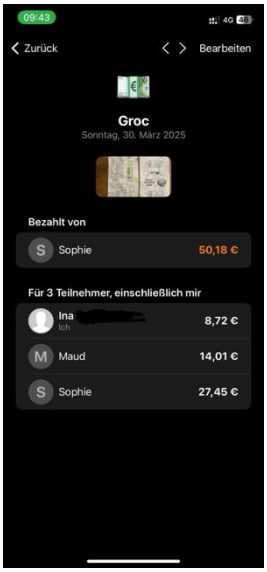
RECAPITULATIF TVA

CODE TVA	MT. HT	MT. TVA	MT. TTC
A 5,50%	6,64	0,37	7,01

Maud
Intermarché
INTERMARCHE FOCH
04.76.47.29.27
OUVERTURE DE 08H15 A 20h00
OUVERTURE DIMANCHE
DE 8H15 A 12H45
pdv10603@mousquetaires.com
IGP MED. ROSE EXP.CL 3,14 EUR B
BLANC POIREAU VRAC
0,041 kg X 3,49EURO/kg 0,14 EUR A
BLANC POIREAU VRAC
0,041 kg X -3,49EURO/kg -0,14 EUR A
POIREAU VRAC
0,207 kg X 2,59EURO/kg 0,54 EUR A
PIMENT ANTILLAIS VRA
0,007 kg X 14,99EURO/kg 0,10 EUR A
IGP MED. ROSE EXP.CL 3,14 EUR B
POIVRON MIXTE 500G 3,49 EUR A
PAT CREME FRAICHE 30 0,80 EUR A
MONTANT DU 11,21 EUR
CB SANS CONTACT 11,21 EUR
Nombre d'articles vendus= 6
TOTAL ELIGIBLE TRD 4,93 EUR
A RENDRE 0,00 EUR
ESPECES 0,00 EUR
RECAPITULATIF TVA

Groceries
Montag, 3. Februar 2025
Bezahlt von
M Maud 11,21 €
Für 3 Teilnehmer, einschließlich mir
Ina
Ich
3,74 €
M Maud 3,74 €
S Sophie 3,74 €

Sophie
Intermarché
INTERMARCHE FOCH
04.76.47.29.27
OUVERTURE DE 8H15 A 20H00
OUVERTURE DIMANCHE
DE 8H15 A 12H45
pdv10603@mousquetaires.com
MONTANT DU 50,18 EUR
CB EMV 50,18 EUR
Nombre d'articles vendus= 18
TOTAL ELIGIBLE TRD 45,93 EUR
A RENDRE 0,00 EUR
ESPECES 0,00 EUR
RECAPITULATIF TVA
CODE TVA MT. HT MT. TVA MT. TTC
A 5,50% 41,32 2,27 43,59
B 20,00% 5,49 1,10 6,59
TOTAL TVA 46,81 3,37 50,18
Si vous
Fidélité, vous auriez gagné
2,03 Euro(s).
Demander-la, elle est gratuite.
19:03:31 22/03/2025
M10603 0302 00044 00252
SOVALGRE SA
19 BD FOCH 38100 GRENOBLE
SIRET: 334 897 071 00034
GARDEZ LA NOTE POUR TOUTE RECLAMATION
UN EMBALLAGE OUVERT NE SERA PAS REPRIS
FAITES VOS COURSES DRIVE EN LIGNE SUR
INTERMARCHE.COM
ET RETIREZ LES A L'ACCUEIL
MIXTE
FSC C017061
Fabriqué sans phénol ajouté*
PHENOL FREE


09:43
Zurück
Bearbeiten
Groc
Sonntag, 30. März 2025
Bezahlt von
S Sophie 50,18 €
Für 3 Teilnehmer, einschließlich mir
Ina
Ich
8,72 €
M Maud 14,01 €
S Sophie 27,45 €

Die praktische Organisation: Der unsichtbare Grund für viele Konflikte

Viele denken bei WG-Problemen zuerst an Geld. In Wirklichkeit scheitert Zusammenleben oft an der Alltagsorganisation:

- Wer putzt wann?
- Wer kauft Klopapier oder Spülmittel?
- Dürfen Freunde übernachten?
- Wie geht man mit Lärm um?
- Wer meldet Schäden dem Vermieter?

Am Anfang eines Zusammenlebens sollte eine Art Hausordnung aufgesetzt werden. Dort können einfache Regeln festgelegt werden, zum Beispiel:

- Ruhezeiten
- Putzplan
- Umgang mit Besuch
- Aufteilung von Kühlschrank und Vorräten
- Vorgehen bei gemeinsamen Anschaffungen

Diese Regeln helfen, damit man später nicht unnötig Striet mit den anderen bekommt.

Zusammenleben in der WG: Was gilt rechtlich in Luxemburg?

Im Alltag denken viele junge Leute: „Wenn wir uns einig sind, reicht das schon.“ Rechtlich ist das aber nicht genug.

Der Mietvertrag muss schriftlich sein

In Luxemburg muss ein Mietvertrag immer schriftlich gemacht werden. In diesem Vertrag stehen die Rechte und Pflichten von Mieter und Vermieter. Vor dem Einzug sollte man wichtige Dinge genau anschauen, zum Beispiel wie lange der Vertrag läuft, wie hoch die Miete ist, welche Nebenkosten es gibt und wie hoch die Kaution ist. Es ist auch sinnvoll, ein Einzugsprotokoll zu machen. So kann man später Streit vermeiden.

Für Schülerinnen und Schüler, die zum ersten Mal ausziehen, ist das ein zentraler Punkt: Ein mündliches „Ja, passt schon“ reicht nicht. Gerade wenn mehrere Personen zusammenwohnen, muss klar sein, wer überhaupt Vertragspartner ist.

Colocation in Luxemburg: Es gibt ein eigenes rechtliches Modell

In Luxemburg gibt es spezielle gesetzliche Regeln für WGs (colocation). Wenn mehrere Personen zusammen eine Wohnung mieten, müssen sie mit dem Vermieter einen gemeinsamen schriftlichen Mietvertrag abschließen. Außerdem müssen die Mitbewohner untereinander einen sogenannten „pacte de colocation“ unterschreiben. In diesem Vertrag wird geregelt, wie das Zusammenleben organisiert wird, zum Beispiel im Alltag oder bei gemeinsamen Kosten.

Das ist rechtlich interessant, weil man daran sieht, dass eine WG nicht nur eine private Sache zwischen Freunden ist. Das Gesetz geht davon aus, dass es dafür klare Regeln braucht.

Was in den pacte de colocation hineingehört

Der Pacte de colocation muss laut Luxemburger Informationen mindestens mehrere zentrale Punkte regeln, darunter:

- die Aufteilung der Miete, falls diese nicht schon im Mietvertrag selbst geregelt ist;
- die Aufteilung der gemeinsamen Nebenkosten;
- ein Inventar der Möbel mit Angabe, wem was gehört;
- die Regelung für Versorgungsverträge und Versicherungen;
- Regeln für Einzug, Auszug und Ersatz eines Mitbewohners;
- die Modalitäten rund um die Mietkaution;
- und sogar die Art, wie Konflikte zwischen Mitbewohnern gelöst werden sollen.

Solidarische Haftung: Der vielleicht wichtigste rechtliche Punkt

In Luxemburg ist ein Punkt besonders wichtig: die sogenannte responsabilité solidaire in der WG. Das bedeutet, dass alle Mitbewohner gemeinsam für die Miete verantwortlich sind. Der Vermieter kann also von jeder einzelnen Person die ganze Miete verlangen.

Für viele junge Menschen ist das überraschend. Viele denken: „Ich muss doch nur meinen Teil zahlen." Aber rechtlich ist das nicht immer so. Wenn eine Person auszieht und nicht mehr zahlt, kann der Vermieter das Geld auch von den anderen Mitbewohnern verlangen.

Ein Beispiel:

Vier Studierende teilen sich eine Wohnung. Jeder zahlt 650 Euro. Eine Person zieht plötzlich aus und reagiert nicht mehr. Aus Sicht der anderen scheint das Problem klar: „Der Vermieter muss sich an die Person wenden, die nicht zahlt." Wegen der solidarischen Haftung kann der Vermieter aber auch von den anderen verlangen, dass die gesamte Miete bezahlt wird. Diese müssen das Geld dann im Zweifel selbst von der ausgezogenen Person zurückfordern.

Das zeigt: Eine WG ist nicht nur günstiger, sondern auch rechtlich riskanter, als viele denken.

Mietkaution in Luxemburg

In Luxemburg kann der Vermieter beim Mietvertrag eine Kaution (garantie locative) verlangen. Diese darf höchstens zwei Monatsmieten betragen. Die Kaution dient als Sicherheit, zum Beispiel für unbezahlte Miete, Nebenkosten oder Schäden in der Wohnung.

Es gibt verschiedene Möglichkeiten, wie man die Kaution zahlen kann, zum Beispiel als Bankgarantie, Überweisung, Bargeld, staatliche Hilfe oder eine Versicherung. Für die Rückzahlung der Kaution gibt es feste Regeln und Fristen.

Wer in Luxemburg eine Wohnung oder ein WG-Zimmer mietet, sollte vor dem Einzug genau wissen,

- wie hoch die Kaution ist,
- in welcher Form sie hinterlegt wird,
- und unter welchen Bedingungen sie am Ende zurückgezahlt wird.

Zusammenleben als Paar: Alltag und rechtliche Folgen

Das Zusammenleben als Paar wirkt für viele auf den ersten Blick einfacher als eine WG. Man vertraut sich, kennt sich besser und denkt oft: „Wir regeln das schon." Genau darin liegt aber auch eine Gefahr. Denn gerade bei Paaren werden finanzielle Fragen häufig zu spät angesprochen.

Die häufigsten praktischen Konflikte im Paaralltag

Auch bei Paaren stellen sich ähnliche Fragen wie in einer WG:

- Wer zahlt wie viel Miete?
- Gibt es ein gemeinsames Konto?
- Werden Einkäufe halbiert oder nach Einkommen verteilt?
- Wem gehören gemeinsam gekaufte Möbel?
- Was passiert bei einer Trennung?

PACS in Luxemburg: Was bedeutet das konkret?

In Luxemburg können Paare einen PACS (Pacte civil de solidarité) machen. Dadurch bekommen sie bestimmte Rechte und Pflichten als Paar. Der PACS wird auch rechtlich anerkannt, zum Beispiel im Zivilrecht, bei Sozialversicherungen und bei Steuern. Ziel ist es, dass Paare ähnliche Rechte wie verheiratete Personen haben. Der PACS ist für alle Paare möglich, egal ob gleichgeschlechtlich oder nicht.

Für junge Menschen ist das wichtig, weil der PACS oft als „einfachere" Alternative zur Ehe gesehen wird. Das stimmt aber nur teilweise. Der PACS ist zwar weniger streng als die Ehe, hat aber trotzdem echte rechtliche Folgen, zum Beispiel bei Schulden, beim Zusammenwohnen oder bei bestimmten Rechten.

Schulden im PACS: nicht alles ist gemeinsam, aber manches eben doch

Ein besonders wichtiger Punkt beim PACS sind die Schulden. Nach den Regeln in Luxemburg bleiben die Partner auch nach dem Ende des PACS gemeinsam verantwortlich für bestimmte Schulden. Das betrifft zum Beispiel Schulden, die sie zusammen aufgenommen haben oder Ausgaben, die während des PACS für den gemeinsamen Haushalt oder die Wohnung gemacht wurden, wie zum Beispiel die Miete.

Gleichzeitig gilt aber: Jeder bleibt grundsätzlich für seine eigenen Schulden verantwortlich. Das gilt vor allem für persönliche Ausgaben, für übertriebene Käufe oder für Kredite, denen nicht beide zugestimmt haben.

Das zeigt: Ein PACS bedeutet nicht, dass automatisch alles gemeinsam ist. Aber es bedeutet auch nicht, dass jeder komplett unabhängig bleibt.

Schutz der gemeinsamen Wohnung im PACS

Der PACS schützt in Luxemburg auch die gemeinsame Wohnung. Keiner der beiden Partner darf alleine über die Wohnung oder die Möbel entscheiden, zum Beispiel sie verkaufen oder vermieten. Wenn das trotzdem passiert, kann der andere Partner dagegen vorgehen.

Auch wenn nur eine Person den Mietvertrag unterschrieben hat, kann der andere Partner unter bestimmten Bedingungen geschützt sein. Wenn der Partner, der den Vertrag unterschrieben hat, auszieht oder stirbt, kann der Mietvertrag weiter für den anderen Partner gelten.

Das ist ein wichtiger Schutz im Alltag. Für junge Menschen bedeutet das: Ein PACS hat echte Auswirkungen auf das Wohnen und ist nicht nur etwas Symbolisches.

Eigentum im PACS: Was gehört wem?

Nach den offiziellen Luxemburger Informationen gilt grundsätzlich: Jeder bleibt Eigentümer der Sachen, deren Alleineigentum er beweisen kann. Können beide das nicht beweisen, gehört der betreffende Gegenstand beiden je zur Hälfte. Außerdem gehört während des PACS neu erworbenes oder geerbtes Eigentum grundsätzlich demjenigen, der es erworben oder erhalten hat, sofern nichts anderes vereinbart wurde. Der überlebende Partner wird ohne Testament nicht automatisch Erbe.

Für den Alltag bedeutet das:

Wer gemeinsam Dinge kauft, sollte im Zweifel Belege aufbewahren oder klare Absprachen treffen. Das klingt vielleicht unromantisch, ist aber im Streitfall sehr wichtig.

Ehe in Luxemburg: mehr Schutz, aber auch stärkere rechtliche Bindung

Bei der Ehe ist die rechtliche Situation noch umfangreicher. In Luxemburg haben verheiratete Paare immer einen sogenannten régime matrimonial (Güterstand). Dieser legt fest, wie Geld, Vermögen und Schulden während der Ehe geregelt sind und was bei einer Trennung passiert. Wenn kein Ehevertrag gemacht wird, gilt automatisch der gesetzliche Güterstand. Paare können diesen aber vor oder während der Ehe ändern.

Die Ehe ist also nicht einfach nur ein „PACS mit Feier“. Sie regelt ganz genau, wie mit Geld und Schulden umgegangen wird.

In Luxemburg kann es sogar sein, dass alle Schulden gemeinsam sind. Das gilt manchmal auch für Schulden, die schon vor der Ehe entstanden sind, zum Beispiel ein alter Kredit. In diesem Fall sind beide Partner gemeinsam verantwortlich.

Das ist ein großer Unterschied zum normalen Zusammenleben ohne rechtlichen Status. Deshalb ist es wichtig, das in einem Guide klar zu erklären.

Trennung und Scheidung: Was ändert sich rechtlich?

Weil Zusammenleben nicht immer für immer ist, gehört auch das Thema Trennung in einen realistischen Guide. Am Anfang einer Beziehung denkt man darüber oft nicht nach. Gerade deshalb ist es wichtig, die wichtigsten Punkte zu kennen.

In Luxemburg gibt es laut Guichet zwei Arten der Scheidung:

- die Scheidung wegen einer endgültigen Trennung der Beziehung
- und die Scheidung im gegenseitigen Einvernehmen

Bei einer einvernehmlichen Scheidung müssen sich beide Partner nicht nur über die Trennung selbst einig sein, sondern auch über die Folgen. Dazu gehören zum Beispiel Kinder, Geld und die Aufteilung von Sachen. Dabei spielt es keine Rolle, wie lange die Ehe gedauert hat.

Das zeigt: Bei einer Trennung geht es nicht nur um Gefühle, sondern auch um rechtliche und finanzielle Fragen.

Fazit für‘s „Zusammenleben“

Zusammenleben nach der Schule ist mehr als nur eine organisatorische Frage. Es geht nicht nur um den Alltag, sondern auch um Geld und rechtliche Regeln. Wer mit anderen zusammenlebt – in einer WG oder als Paar – sollte deshalb nicht nur auf gute Stimmung achten. Wichtig sind auch klare Regeln, faire Kosten und schriftliche Vereinbarungen.

Für Luxemburg gilt besonders:

- In einer WG gibt es eigene gesetzliche Regeln, zum Beispiel einen gemeinsamen Mietvertrag, einen pacte de colocation und die gemeinsame Verantwortung für die Miete.
- Bei Mietverträgen sind die Schriftform, die Kaution und die genauen Inhalte wichtig. Die Kaution darf höchstens zwei Monatsmieten betragen.
- Beim PACS gibt es klare Rechte und Pflichten, vor allem bei Schulden, Wohnung und Eigentum.
- In der Ehe werden Vermögen und Schulden noch genauer geregelt.
- Bei einer Trennung oder Scheidung werden all diese Punkte wichtig und müssen geklärt werden.

Zusammenfassung

Zusammenfassend zeigt unsere Arbeit, dass der Einstieg ins Erwachsenenleben viele neue Herausforderungen mit sich bringt. Themen wie Kredite, Verträge und Versicherungen spielen dabei eine wichtige Rolle und betreffen fast jeden jungen Menschen.

Beim Thema Kredit wird deutlich, dass man zwar schnell an Geld kommt, aber langfristig eine große Verantwortung übernimmt. Man muss die Kosten genau verstehen und überlegen, ob man sich einen Kredit wirklich leisten kann.

Auch Verträge sind ein wichtiger Teil des Alltags. Sie begegnen uns überall, zum Beispiel beim Mieten einer Wohnung, bei einem Job oder bei einem Handyvertrag. Deshalb ist es wichtig zu wissen, dass ein Vertrag Rechte und Pflichten für beide Seiten schafft und dass man ihn immer genau lesen und verstehen sollte.

Versicherungen helfen dabei, sich vor Risiken zu schützen. Sie können zum Beispiel bei einem Unfall, einem Schaden oder einer Krankheit unterstützen. Gleichzeitig muss man wissen, welche Versicherungen verpflichtend sind und welche freiwillig, um unnötige Kosten zu vermeiden.

Insgesamt zeigt unsere Arbeit, dass es wichtig ist, sich früh mit diesen Themen zu beschäftigen. Wer gut informiert ist, kann bessere Entscheidungen treffen und viele Probleme vermeiden. Unser Ziel war es, diese oft komplizierten Themen einfach zu erklären, damit junge Menschen sicherer und selbstständiger in das Erwachsenenleben starten können.

Annexe

Quelles assurances sont obligatoires au Luxembourg ? - Foyer

Les Compagnies d'Assurance au Luxembourg en 2025

De quelles assurances avez-vous besoin au Luxembourg ?

https://prosper-conseil.fr/placements/assurance-vie-luxembourgeoise-avantages-et-inconvenients/

https://www.foyer.lu/fr/blog/quelles-assurances-sont-obligatoires-au-luxembourg/#:~:text=Petite%20pr%C3%A9cision%20%3A%20seule%20l'assurance,la%20protection%20juridique%20restent%20optionnelles

https://acel.lu/wp-content/uploads/2024/09/ACEL_Guide_diplome_2024-onesided_web_compressed.pdf

Assurance — Wikipédia

Qu'est-ce qu'un délai de carence en assurance ?

Délai de carence en assurance : comprendre et gérer

D01 - Contrats de travail - Questions / réponses - Inspection du travail et des mines - Luxembourg

https://acel.lu/wp-content/uploads/2024/09/ACEL_Guide_diplome_2024-onesided_web_compressed.pdf (page 31)

https://services.cdm.lu/juridique/cahier/11/fiche/1.pdf?v=1709041382

La détermination de la loi applicable | CONGRES DES NOTAIRES

https://services.cdm.lu/juridique/cahier/11/fiche/3.pdf?v=1730900623

Guichet.lu, **Contrat de crédit à la consommation**

Guichet.lu / logement.public.lu, **Bail à loyer / colocation**

Guichet.lu, **Les effets légaux du partenariat (PACS)**

Guichet.lu, **Régimes matrimoniaux**

Guichet.lu, **Divorce pour rupture irrémédiable** und **Divorce par consentement mutuel**

Guichet.lu, **Aide financière de l'État pour études supérieures**